

Avis de convocation / avis de réunion

KYANEOS PIERRE

Société Civile de Placement Immobilier à capital variable
Siège social : 8 rue d'Annanelle – 84000 Avignon
839 154 614 R.C.S Avignon

Avis de convocation à l'Assemblée Générale Mixte du 6 septembre 2018

Les Associés de la SCPI KYANEOS PIERRE sont convoqués, par la Société de Gestion KYAENOS ASSET MANAGEMENT, à l'Assemblée Générale Mixte, qui se tiendra le

**Jeudi 6 septembre à 10h00
au 8 rue d'Annanelle à Avignon (84000)**

L'Assemblée Générale Ordinaire se tiendra à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Nomination du commissaire aux comptes suppléant

L'Assemblée Générale Extraordinaire se tiendra à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Modification de l'article 8.3 des Statuts
- Augmentation du montant du capital social maximum statutaire à 25 000 000€, et modification corrélative de l'article 6 des Statuts et de la note d'information de la SCPI
- Modification de l'article 25.1 des Statuts
- Pouvoirs pour les formalités

Si le quorum n'était pas atteint, l'assemblée générale ne pourrait délibérer. Les Associés seraient alors, de nouveau, convoqués ultérieurement, à l'effet de délibérer sur le même ordre du jour de l'assemblée générale mixte figurant ci-dessus.

PROJETS DE RÉOLUTIONS

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire (Résolution 1) :

Première résolution. – L'assemblée générale ordinaire, après lecture du rapport de la société de gestion, décide de nommer en qualité de commissaire aux comptes suppléant de la SCPI KYANEOS PIERRE, conformément à l'article 21 des Statuts, pour une durée de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice à clore le 31 décembre 2023 : *Denjean & Associés Audit – 19 rue de Presbourg – 75116 Paris – représenté par Céline Kien.*

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire (Résolution 2 à 5) :

Deuxième résolution. – L'assemblée générale extraordinaire, après lecture du rapport de la société de gestion, décide de modifier l'article 8.3 « Prix des souscriptions » des Statuts tel que :

(Ancien paragraphe)

« Le prix de souscription est constitué de la valeur nominale majorée de la prime d'émission destinée à maintenir l'égalité entre nouveaux et anciens souscripteurs et :

- amortir les frais engagés par la SCPI pour la prospection des capitaux, la recherche et l'acquisition des immeubles, ainsi que les frais et honoraires d'intermédiaires et d'experts, d'études, d'audits et de diagnostics, etc... y afférents,
- amortir les frais engagés par la SCPI pour sa constitution et les frais directement payés par cette dernière pour les augmentations de capital,
- les frais et droits grevant le prix d'acquisition des actifs immobiliers, en particulier les droits d'enregistrement, les honoraires et émoluments de notaire et la taxe sur la valeur ajoutée non récupérable sur ces investissements ;
- prendre en compte l'évolution de la valeur du patrimoine et l'état du marché des parts,
- absorber l'excédent entre la valeur nominale et le prix de rachat des parts annulées. »

(Nouveau paragraphe)

« Le prix de souscription est constitué de la valeur nominale majorée de la prime d'émission destinée

- (i) à maintenir l'égalité entre nouveaux et anciens souscripteurs :
 - prendre en compte l'évolution de la valeur du patrimoine et l'état du marché des parts,
 - absorber l'excédent entre la valeur nominale et le prix de rachat des parts annulées,
- (ii) et à amortir totalement ou partiellement :
 - les frais engagés par la SCPI pour la prospection des capitaux, la recherche et l'acquisition des immeubles, ainsi que les frais et honoraires d'intermédiaires et d'experts, d'études, d'audits et de diagnostics, etc... y afférents,
 - les frais engagés par la SCPI pour sa constitution et les frais directement payés par cette dernière pour les augmentations de capital,
 - les frais et droits grevant le prix d'acquisition des actifs immobiliers, en particulier les droits d'enregistrement, les honoraires et émoluments de notaire et la taxe sur la valeur ajoutée non récupérable sur ces investissements. »

Le reste de l'article reste inchangé.

Troisième résolution. – L'assemblée générale extraordinaire, après lecture du rapport de la société de gestion, décide d'augmenter le montant du capital social maximum statutaire pour le porter de 2 500 000€ (deux millions cinq cent mille euros) à 25 000 000 € (vingt-cinq millions d'euros), et de modifier corrélativement l'article 6, « Capital social », des Statuts tel que :

(Ancien paragraphe)

Capital social statutaire

« Le capital social sera porté en une ou plusieurs fois jusqu'à un montant maximum de deux millions cinq cent mille euros (2 500 000 euros) par la création de parts nouvelles, sans qu'il y ait, toutefois, une obligation quelconque d'atteindre ce capital dans un délai déterminé. »

(Nouveau paragraphe)

Capital social statutaire

« Le capital maximal statutaire a été fixé par l'Assemblée Générale constitutive du 11 avril 2018 à 2 500 000€ (deux millions cinq cent mille euros), divisé en 3 125 parts de 800€ de valeur nominale chacune.

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 août 2018, le capital social maximal statutaire a été porté de 2 500 000€ à 25 000 000€ (vingt-cinq millions d'euros), divisé en 31 250 parts de 800€ de valeur nominale chacune.

Le capital social sera ainsi porté en une ou plusieurs fois jusqu'à un montant maximum de 50 000 000€ (cinquante millions d'euros) par la création de parts nouvelles, sans qu'il y ait, toutefois, une obligation quelconque d'atteindre ce montant dans un délai déterminé. »

Le reste de l'article reste inchangé.

En conséquence, l'assemblée générale extraordinaire prend acte de la modification corrélatrice de la note d'information de la SCPI.

Quatrième résolution. – L'assemblée générale extraordinaire, après lecture du rapport de la société de gestion, décide de modifier l'article 25.1 « Pouvoirs » (de l'Assemblée générale ordinaire) des Statuts tel que :

(Ancien paragraphe)

« L'Assemblée Générale extraordinaire :

[.]

- nomme pour une durée de quatre (4) ans l'expert externe en évaluation chargé d'expertiser le patrimoine immobilier, après acceptation de leur candidature présentée par la Société de Gestion, par l'Autorité des Marchés Financiers. ;

[.] »

(Nouveau paragraphe)

« L'Assemblée Générale extraordinaire :

[.]

- nomme pour une durée de cinq (5) ans l'expert externe en évaluation chargé d'expertiser le patrimoine immobilier, après acceptation de leur candidature présentée par la Société de Gestion, par l'Autorité des Marchés Financiers. ;

[.] »

Le reste de l'article reste inchangé.

Cinquième résolution. – L'assemblée générale extraordinaire délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue d'accomplir les formalités légales de dépôt et de publicité où besoin sera et d'une manière générale, faire le nécessaire.
